

Dites moi de quoi vous avez besoin, je vous expliquerai comment vous en passer.

Coluche

Macron nous écrit dans sa lettre qu'aucune question ne sera interdite lors du 'grand débat' mais qu'il n'acceptera pas de revenir sur sa politique fiscale injuste. Avec ces questions orientées, il enferme le débat comme en associant toute baisse de fiscalité à une réduction de service public. Au mieux, il s'agira d'une consultation qui justifiera la poursuite de sa politique néolibérale jusqu'au blanc pur : liquider les acquis sociaux, faire pression à la baisse sur les salaires, privatiser les services publics tout en aggravant la crise écologique généralisée... Au pire, avec ces spectacles de 'questions pour un champion' devant des assemblées soigneusement sélectionnées, Macron transforme ce 'grand débat' en campagne pour les élections européennes. Dans tous les cas, c'est de l'enfumage à grande échelle...

Pourtant, dès son élection, il a su trouver de **l'argent magique** pour les entreprises (17 milliards d'euros) et les ménages les plus fortunés (7 milliards d'euros). Comme tous ceux avant lui, il ne fait que créer du déficit et gonfler la dette avec une politique scandaleusement favorable aux riches, pardon aux **investisseurs**. Déficit et dette qui sont prétextes ensuite pour la réduction continue des dépenses publiques tout en nous donnant des leçons sur **nos devoirs**. Il semble l'ignorer, mais Macron est notre salarié. C'est lui qui a donc le devoir de travailler au bien commun et notamment de faire rentrer l'impôt et d'éviter toute gabegie. Voilà donc à quoi il devrait consacrer son fameux **sens de l'effort** :

- > Lutter efficacement contre l'évasion fiscale des plus riches et des multinationales = jusqu'à 80 milliards d'euros par an ;
- > Taxer l'ensemble des transactions financières pour réduire la spéculation boursière = jusqu'à 36 milliards d'euros par an ;
- > Annuler les cadeaux fiscaux aux plus riches (dont l'ISF) et aux entreprises accordés par Macron = 24 milliards d'euros par an ;
- > Supprimer les niches fiscales injustes ou inefficaces, en particulier le Pacte de responsabilité et le CICE qui n'ont jamais créé le million

d'emplois promis par le Medef = 50 milliards d'euros par an ;

> Supprimer les aides directes ou indirectes aux énergies fossiles (dont le kérosène des avions et le fioul lourd des cargos et ferries) = 10 milliards d'euros par an ;

> Réduire les intérêts sur la dette en exigeant de la Banque Centrale Européenne qu'elle prête aux Etats au même taux qu'elle prête aux banques = jusqu'à 40 milliards d'euros par an !

Au total, il est question de 240 milliards d'euros par an, soit 300 euros par mois par Français, **un pognon de dingue** qui est gaspillé ! Alors que la misère concerne près de 9 millions de personnes en France, que 150000 personnes sont à la rue et que les besoins sont si criants dans les services publics... A comparer au déficit du budget Macron 2018 de 87 milliards d'euros. Comme quoi les déficits depuis trente ans sont voulus afin de nous endetter massivement, parce qu'un peuple endetté n'est plus souverain.

Jusqu'à présent, les revendications des gilets jaunes, toujours soutenues par une majorité de Français, d'une justice fiscale, sociale et écologique ainsi que d'un meilleur fonctionnement démocratique n'ont pas été entendues. C'est normal puisque le rêve de chacun selon Macron c'est d'être milliardaire, comme le sont ses parrains oligarques. Pour y parvenir, il faut agir en prédateur avec ses semblables et avec la nature. La misère humaine et le désastre écologique sont les résultats d'une même rapacité qui devient la règle. C'est pourquoi Macron ne peut répondre que par un mépris de classe et une répression aveugle qui a fait un nombre hallucinant de blessés et mutilés à vie. Puisque Macron **déconne** en refusant de faire le travail pour lequel il est mandaté et payé, il doit partir. Il pourra toujours **traverser la rue** pour retrouver son pote Benalla et s'estimer heureux de s'en tirer à si bon compte. Il sera possible alors d'envisager une suite avec des états généraux et une assemblée constituante...

Un gilet jaune de Brioude.

01/02/2019. Source pour les chiffres : france.attac.org

IPNS. Ne pas jeter sur la voie publique.